

1^{er} avril 1874

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 1^{er} avril 1874

L'ORATEUR prend le fauteuil à trois heures dix.

Prière

PRÉSENTATION DE PÉTITIONS

Plusieurs pétitions contre la fabrication et la vente de liqueurs enivrantes sont présentées.

* * *

COMPAGNIE D'ASSURANCE DU CANADA

M. DOMVILLE présente une pétition de la Compagnie d'assurance du Canada, demandant une modification de sa charte.

* * *

L'AFFAIRE RIEL

M. BOWELL dit qu'il a hier présenté une motion demandant que le policier McVeity soit appelé à la barre de cette Chambre, muni du mandat d'arrestation de Riel. Il a depuis appris que ce policier n'est pas celui qui détient le mandat. Par conséquent, il propose que Philip Hamilton, de la police d'Ottawa, soit assigné à comparaître de suite à la barre de cette Chambre pour être interrogé dans l'affaire du mandat pour l'arrestation de Louis Riel, et qu'il apporte avec lui le dit mandat s'il l'a en sa possession.

L'hon. M. MACKENZIE dit qu'il serait préférable de traiter d'abord des affaires courantes avant d'entendre ces motions.

M. BOWELL dit que le Premier ministre ne semble pas avoir compris le but de la motion, qui est de rectifier l'erreur qui a été commise la veille lorsqu'on a invité le policier McVeity. Il suffit de corriger cette erreur pour passer aux affaires de la Chambre.

La motion est adoptée.

Avant de passer aux affaires courantes,

* * *

CONGÉ DE PÂQUES

L'hon. M. MACKENZIE dit que, concernant l'ajournement de la Chambre pour le congé de Pâques, il a consulté le plus grand nombre de députés possible et a constaté qu'on souhaitait en général ajourner jusqu'au mercredi 8 avril. Il estime qu'on attendra le même but en ajournant jusqu'au mardi soir, sept heures trente. Par conséquent, il propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle sera ajournée jusqu'à mardi prochain, sept heures trente du soir.

Il ajoute qu'il est entendu que, mardi soir, on ne traitera que d'affaires qui sont de nature à ne pas susciter de discussions. Cette

séance pourra servir d'étape préliminaire en ce qui a trait à plusieurs mesures. (*Bravo!*)

* * *

CRÉDITS POUR LE PÉNITENCIER PROVINCIAL DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. CUNNINGHAM (*New Westminster*) demande pourquoi la somme de 25 000 \$ qui a été prévue dans le budget de 1873 pour la construction d'une partie du pénitencier provincial de la Colombie-Britannique n'a pas été dépensée, et si le gouvernement a l'intention de faire construire ce pénitencier; dans l'affirmative, quand?

L'hon. M. MACKENZIE : On me dit que cette somme n'a pas été dépensée parce que les plans n'ont été dressés que très tard à l'automne. Ces plans ont été parachevés il y a à peine un mois ou deux, et la construction s'amorcera dans les meilleurs délais.

* * *

DÉPUTÉS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. DEWDNEY demande si l'honorable Premier ministre ou un membre de son Cabinet aurait reçu un télégramme de M. De Cosmos indiquant que six députés de la Colombie-Britannique appuieraient le gouvernement actuel, telle affirmation ayant été faite par l'honorable Secrétaire d'État (l'hon. M. Scott) aux dernières élections générales et contredite par M. De Cosmos en Colombie-Britannique.

L'hon. M. MACKENZIE : J'ignore quels sont les télégrammes de nature privée que reçoivent les membres du gouvernement, et si j'étais mis au courant, je n'en parlerais pas en public. (*Applaudissements et rires.*)

* * *

SERVICE POSTAL EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. BUNSTER demande si le gouvernement a l'intention d'établir un service postal quotidien entre Victoria, en Colombie-Britannique, et Puget Sound, en remplacement du service bi-hebdomadaire actuel, le liant ainsi à celui des États-Unis?

L'hon. M. MACDONALD (*Glengarry*) : Je me dois d'informer l'honorable député que le gouvernement n'a pas l'intention d'établir un service postal quotidien pour l'instant.

* * *

MISSION DE M. EDGAR EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. DEWDNEY demande si M. Edgar est l'agent accrédité du gouvernement de la Puissance en Colombie-Britannique et, dans l'affirmative, quelles sont ses instructions.